



Distribution: générale Point 7 de l'ordre du jour
Date: 4 octobre 2019 WFP/EB.2/2019/7-D/4
Original: anglais Questions opérationnelles – Projets approuvés par correspondance
Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révision du plan stratégique provisoire de transition pour le Togo

	Chiffres actuels	Modification	Chiffres révisés
Durée	1 ^{er} janvier 2018– 30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2019– 31 décembre 2019	1 ^{er} janvier 2018– 31 décembre 2019
Bénéficiaires	–	–	–
<i>(en dollars É.-U.)</i>			
Coût total	745 083	183 577	928 660
Transferts	499 374	91 514	590 888
Mise en œuvre	115 870	26 048	141 918
Coûts d'appui directs ajustés	84 363	57 040	141 403
Total partiel	699 608	174 602	874 209
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	45 475	8 976	54 451

Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge: 2A*

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Décision

Le Conseil a approuvé par correspondance la révision du plan stratégique provisoire de transition pour le Togo et l'augmentation budgétaire correspondante, d'un montant de 183 577 dollars É.- U., faisant l'objet du présent document.

9 août 2019

Coordonnateurs responsables:

M. C. Nikoi
Directeur régional
Afrique de l'Ouest
courriel: chris.nikoi@wfp.org

M. G. Adoua
Directeur de pays
courriel: gui.adoua@wfp.org

Justification

1. Cette deuxième révision du plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T) pour le Togo prévoit la prolongation de celui-ci jusqu'au 31 décembre 2019, alors qu'il devait initialement s'achever le 30 juin 2019. Cela permettra au bureau de pays de disposer du temps nécessaire pour mener à bien les consultations entamées avec le Gouvernement et d'apporter les modifications voulues au plan stratégique de pays (PSP) pour 2020–2023. La première révision du PSPP-T, approuvée en novembre 2018, reportait la date de fin du PSPP-T du 31 décembre 2018 au 30 juin 2019. Le PAM a ainsi pu continuer à aider le Gouvernement à mettre en œuvre sa politique nationale en matière d'alimentation scolaire et ses stratégies opérationnelles. Il fallait pour ce faire plaider en faveur de l'accélération de l'adoption d'une version actualisée de la politique nationale d'alimentation scolaire et d'une loi connexe, et fournir des orientations techniques concernant l'élaboration d'un programme national d'alimentation scolaire fondé sur le modèle faisant appel à la production locale.
2. En avril 2019, dans le cadre du plan national de développement du Togo pour 2018–2022, et compte tenu d'un nouveau mécanisme de financement national ciblant le secteur agricole, le Ministère de l'agriculture et le Ministère du développement à la base ont officiellement sollicité l'appui du bureau de pays sous la forme de mesures visant à renforcer les liens entre les petits exploitants agricoles et les cantines scolaires. En association avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le PAM travaillera en étroite collaboration avec les départements techniques chargés de la planification et l'Institut de conseil et d'appui technique du Ministère de l'agriculture. Il apportera également son concours à l'Agence nationale d'appui au développement à la base, l'objectif étant d'améliorer le développement local.
3. Cela signifiera concrètement renforcer et développer les capacités, promouvoir l'accès aux marchés alimentaires, aux intrants et à des techniques agricoles novatrices, et renforcer les partenariats à l'appui du programme intégré d'alimentation scolaire.
4. Compte tenu de la sollicitation susmentionnée du Gouvernement togolais et des débats qui ont suivi, qui auront une incidence sur le PSP, le PAM souhaite reporter la date de lancement du PSP au 1^{er} janvier 2020.
5. La révision proposée permettra de poursuivre les activités menées au titre du PSPP-T jusqu'à la fin de 2019. Plus précisément, elle se traduira par:
 - une prolongation de six mois du PSPP-T, jusqu'au 31 décembre 2019;
 - une hausse de 91 514 dollars É.-U. des coûts de transfert au titre du PSPP-T;
 - une augmentation de 26 048 dollars É.-U. des coûts de mise en œuvre; et
 - une hausse de 57 040 dollars É.-U. des coûts d'appui directs ajustés.

Modification

Orientation stratégique

6. La révision proposée n'entraînera aucune modification de l'orientation stratégique du PSPP-T.

Effet direct stratégique

7. Aucune modification n'est prévue au niveau de l'effet direct stratégique ou des activités.
8. Le PSPP-T vise à obtenir l'effet direct stratégique suivant: d'ici à 2023, les institutions nationales disposent de capacités renforcées pour gérer les politiques et les programmes relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

9. Les deux activités resteront les suivantes:
 - Activité 1: fournir un appui à l'élaboration des politiques et une assistance technique aux parties prenantes du programme de repas scolaires; et
 - Activité 2: fournir un appui technique aux pouvoirs publics pour l'analyse, la communication, le suivi et l'évaluation des données relatives à l'alimentation scolaire.
10. Au cours de la prolongation proposée du PSPP-T, le bureau de pays procédera à ce qui suit:
 - a) mettre à jour la cartographie des petits exploitants et des entreprises de transformation de produits alimentaires qui approvisionnent le programme d'alimentation scolaire (activité 1);
 - b) répertorier les bonnes pratiques concernant les types de contrat conclus entre les organisations de petits agriculteurs et les comités de gestion des cantines scolaires (activité 1);
 - c) entreprendre une évaluation des besoins en matière de capacités des ministères et de leurs structures décentralisées qui participent au programme d'alimentation scolaire (activité 2); et
 - élaborer un plan de renforcement des capacités opérationnelles à mettre en œuvre pendant l'année scolaire 2019/20 (activité 2).

Gestion des risques

11. On ne peut écarter complètement le risque que l'on échoue à attirer suffisamment de financements en faveur des activités prévues pendant la période de prolongation, et il faudra donc redoubler d'efforts pour mobiliser des ressources.

Analyse des bénéficiaires

12. À l'heure actuelle, le Gouvernement togolais fournit des repas scolaires dans 306 écoles, au profit de 91 000 écoliers du primaire dans tout le pays, et il s'est récemment engagé à mettre en place dans 10 écoles pilotes un modèle intégré de repas scolaires englobant tout à la fois l'utilisation de la production alimentaire locale, la sensibilisation des communautés aux bonnes pratiques en matière de nutrition, les potagers scolaires, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la vaccination et le déparasitage. Ce modèle a été élaboré en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale de la santé.
13. Il n'y aura pas de modification de l'approche globale du ciblage et de la sélection des bénéficiaires: environ 2 185 personnes (dont 60 pour cent de femmes) – directeurs d'école, enseignants, membres de comités de gestion des écoles, cuisiniers et membres d'organisations de petits agriculteurs – bénéficieront des activités de renforcement des capacités du PAM.
14. Dans le cadre de cette deuxième révision du PSPP-T, le PAM s'emploiera, en collaboration avec le Département de la statistique du Ministère de l'agriculture et les directions décentralisées du Ministère du développement à la base, à enregistrer et cartographier les petits exploitants agricoles et les petites entreprises de transformation, l'accent étant mis sur l'égalité des sexes, l'équité et l'inclusion, y compris en ce qui concerne les personnes vivant avec un handicap physique ou d'autres formes de vulnérabilité.
15. Les modalités de suivi et d'évaluation demeureront inchangées.
16. Ces activités devraient par la suite faire partie du PSP.

Ventilation des coûts

17. Globalement, cette révision devrait entraîner une augmentation des coûts à hauteur de 183 577 dollars É.-U.

TABLEAU 1: VENTILATION DES COÛTS DE LA RÉVISION UNIQUEMENT (en dollars É.-U.)	
	Résultat stratégique 1/ Cible 9 de l'objectif de développement durable 17
Effet direct stratégique	1
Domaine d'action privilégié	Causes profondes
Transferts	91 514
Mise en œuvre	26 048
Coûts d'appui directs ajustés	57 040
Total partiel	174 602
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	8 976
TOTAL	183 577

TABLEAU 2: VENTILATION DU COÛT GLOBAL DU PSPP APRÈS RÉVISION (en dollars É.-U.)	
	Résultat stratégique 1/ Cible 9 de l'objectif de développement durable 17
Effet direct stratégique	1
Domaine d'action privilégié	Root causes
Transferts	590 888
Mise en œuvre	141 918
Coûts d'appui directs ajustés	141 403
Total partiel	874 209
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	54 451
Total	928 660

Liste des sigles utilisés dans le présent document

PSP	plan stratégique de pays
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition